1ER DÉCEMBRE : TOUTES ET TOUS EN GRÈVE !
EMPLOIS, SALAIRES, ALLOCATIONS CHÔMAGE : LE COMPTE N'Y EST PAS !

Alors que tout coûte plus cher - se loger, se déplacer, se nourrir, se soigner – les rémunérations et les allocations chômage des salariés CDI, CDD et intermittents dans le secteur audiovisuel sont à la traîne.

Les mobilisations de la jeunesse, pour les services publics et contre la vie chère ont conduit le gouvernement à lâcher de manière anticipée une revalorisation du SMIC de 1,6 % au 1er décembre 2026, soit un montant net mensuel d'environ 1 502 €. Cette hausse reste très insuffisante pour faire face au coût de la vie, mais elle est la preuve que la mobilisation permet de bouger les lignes.

La situation sociale nécessite que la mobilisation se poursuive !

Partout le pouvoir d'achat recule et les grilles salariales se tassent dans les conventions collectives où les bas salaires sont rattrapés par le SMIC.

Les artistes auteur·rices ne bénéficient toujours pas d'une sécurité sociale élémentaire pour faire face à la variabilité et à la faiblesse de leurs revenus et aux risques de la vie.

Les allocations chômage des salarié·es intermittent·es du spectacle, qui n'ont pas connu de revalorisation véritable depuis 2016, ne permettent plus de vivre dignement pour les jours où ces salarié·es ne travaillent pas.

La ministre de la Culture doit sortir de son silence et défendre son budget !

Les coupes budgétaires conduisent à la détérioration des conditions de travail et ont des conséquences lourdes sur l'activité. Le chômage progresse chez les artistes et les technicien·nes du spectacle et les plans de licenciement se multiplient contre les journalistes.

Et que fait le ministère de tutelle dans cette situation ?

Face aux alertes répétées que nous avons faites depuis des mois, nous serions en droit d'attendre des réponses politiques pour faire face à la crise. La ministre de la Culture, Catherine Pégard, reste aux abonnés absents et accompagne les plans d'austérité du

.../...

gouvernement sans défendre véritablement son périmètre. La ministre doit assumer ses responsabilités, ce silence n'est plus acceptable !

Nous exigeons l'augmentation générale des salaires dans notre branche professionnelle, la revalorisation des allocations chômage, ainsi qu'une véritable sécurité sociale pour toutes et tous.

La CGT de France Télévisions appelle tous les salariés à la grève et à rejoindre les mobilisations interprofessionnelles le 1er décembre prochain. Faisons entendre notre colère et nos revendications ; défendons nos emplois, nos salaires et l'avenir des politiques publiques dans la culture, dont la force est d'autant plus essentielle pour défendre notre modèle face à la rude bataille culturelle menée par l'extrême droite !

Nos métiers ont de la valeur. Nos vies aussi !

Paris, le 27 novembre 2026